

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 26/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPETERIES D'ESPALY S.A.

34 AV DE LA BERNARDE
CS 90038
43009 Le Puy-en-Velay

Références : UID4243-EAR-23-183
Code AIOT : 0005600212

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2023 dans l'établissement PAPETERIES D'ESPALY S.A. implanté 34, avenue de la Bernarde 43000 Espaly-Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES D'ESPALY S.A.
- 34, avenue de la Bernarde 43000 Espaly-Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005600212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans la fabrication et l'impression de cartons d'emballage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prélèvements et utilisations de l'eau,
- dispositions prises en cas de sécheresse,
- rejets aqueux (traitements, analyses.....)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
17	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe 5	/	Sans objet
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe 5	/	Sans objet
3	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.2	/	Sans objet
5	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
7	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
8	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
10	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
12	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.2	/	Sans objet
14	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
15	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
16	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
18	Stockage boues de STEP	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 6.2	/	Sans objet
19	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.II	/	Sans objet
20	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en évidence des non-conformités et observations pour lesquelles l'exploitant devra apporter les réponses nécessaires selon les délais demandés.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Capacité à respecter les dispositions de l'AP Cadre sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : ICPE, pour les usages industriels</p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (alerte et alerte renforcée).</p> <p>En alerte : réduction de 25 % des prélèvements. En alerte renforcée : réduction de 50 % des prélèvements. En crise : prélèvements interdits</p>
<p>Constats : A la date de la visite objet du présent rapport, le département de la Haute-Loire n'est pas placé dans une situation nécessitant une restriction des usages de l'eau. L'exploitant a indiqué ne pas avoir engagé de réelle démarche pour mettre en place un plan d'économie d'eau. Au questionnaire de la DREAL de février 2023 relatif au positionnement sur les critères d'exemption, l'exploitant a indiqué ne pas souhaiter en bénéficier et par défaut, appliquer le cadrage général (réduction des consommations d'eau : -25 % en alerte, -50 % en alerte renforcée, arrêt en crise).</p> <p>En situation de sécheresse, la principale action actuellement réalisée est une information du personnel sur la nécessité de réduire les usages, des premiers efforts sont faits notamment en limitant les lavages mais ces derniers ne sont pas quantifiés.</p> <p>Pour une réduction effective de 25 % de la consommation d'eau en situation d'alerte, l'exploitant estime qu'il devra réduire l'activité industrielle.</p>
<p>Observations : A l'issue de la visite, par courrier électronique daté du 9 mai 2023, l'exploitant a indiqué modifier son positionnement en regard des prescriptions de l'arrêté cadre sécheresse du 19 octobre 2022 applicable au département de la Haute-Loire. Il souhaite se modifier sur le critère d'exemption "prélèvements réduits au minimum" (cf point de contrôle n°2 du présent rapport).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Capacité à respecter les dispositions de l'AP Cadre sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Exemptions possibles cadrage général (extraits) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - consommation réseau AEP < 7000 m3/an, - arrêté préfectoral complémentaire imposant des prescriptions spécifiques sécheresse, - établissements pouvant démontrer que leur consommation d'eau a été réduite à une consommation minimale.
<p>Constats : A l'issue de la visite objet du présent rapport, et par courrier électronique du 9 mai 2023, l'exploitant a déclaré vouloir bénéficier de l'exemption "établissements pouvant démontrer que leur consommation d'eau a été réduite à une consommation minimale". Pour ce faire, il va établir un plan de sobriété hydrique (PSH) établi selon une trame mise à disposition sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes.</p> <p>Les prélèvements d'eau pour l'année 2022 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cours d'eau La Borne : 15 930 m3 - réseau d'alimentation en eau potable : 14 594 m3. <p>Comme mentionné au constat précédent, l'exploitant n'a pas encore engagé de plan concret visant à optimiser/réduire les consommations d'eau. Depuis environ 2 mois, un suivi des sous-compteurs (une dizaine) a été mis en place afin d'avoir une meilleure connaissance des prélèvements selon les secteurs de l'usine. Au cours de la visite, il a pu être présenté le tableau synthétisant le premier relevé des compteurs. Des premières pistes de travail pour réduire les consommation d'eau ont été évoquées (maîtrise des temps de lavage des imprimeuses, réutilisation des eaux traitées par la STEP interne pour faire des prélavages....). Certains produits fabriqués sont des emballages à usage alimentaire, l'exploitant doit être vigilant avec les dispositions réglementaires applicables pour ce qui concerne la réutilisation des eaux usées traitées.</p> <p>La consommation spécifique s'élève à 0,58 litres/m². L'exploitant ne dispose pas d'un retour d'expérience de la filière afin de comparer cette valeur.</p> <p>Après épuration interne, les effluents industriels rejoignent la station d'épuration urbaine de Chadrac via le réseau communal puis sont rejetés dans la Loire.</p>
<p>Observations : Afin de pouvoir bénéficier du critère d'exemption "prélèvements réduits au minimum" dès l'été 2023, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'importance d'établir un PSH et de mettre en place des actions visant à réduire les consommations d'eau. En cas de contrôle, il devra être en capacité de présenter ce PSH et justifier les réductions engagées et prévues.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Milieu de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau sont faits à partir de : - La borne ou le réseau AEP de ville.
Constats : Les principaux usages de l'eau par type de ressource sont les suivants : - fabrication de colle : La Borne, - lavages : La Borne, - production de vapeur : réseau d'alimentation en eau potable depuis la mise en place de l'actuelle chaudière (12 ans). Auparavant, la vapeur était produite à partir de l'eau de la Borne, - dilution des encres : réseau d'alimentation en eau potable. Les principales opérations de lavage sont : - encolleuse : opération de trempe pour décoller, nettoyage avec une brosse et un nettoyeur haute-pressure, grattage mécanique, - imprimeuse : cycle de lavage automatique sur machine puis finition au jet d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure débit prélevé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».
Constats : Les compteurs existent, ils sont relevés une fois par mois. Non conformité : La fréquence de relevé des compteurs au niveau des postes de prélèvements (réseau AEP et La Borne) ne respecte pas la prescription. L'organisation nécessaire pour effectuer les relevés selon la fréquence prescrite doit être mise en place sous un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent, les dispositions des articles L. 214-18 et L. 432-6 du code de l'environnement. Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.
Constats : Au cours de la visite, il a pu être constaté la présence de dispositifs de disconnexion. L'exploitant a précisé ne pas réaliser de contrôle de bon fonctionnement de ces dispositifs. Le point de prélèvement dans la Borne est aménagé de façon à permettre : <ul style="list-style-type: none">- le maintien d'un débit réservé au niveau du cours d'eau,- le franchissement de l'ouvrage par les poissons. La visite des installations a permis de constater que l'ouvrage est en partie obstrué par des branches, notamment au niveau de l'entrée du canal permettant le maintien du débit réservé et le passage des poissons (L'exploitant a immédiatement retiré les premières branches mais un nettoyage plus complet reste nécessaire).
Observations : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant procèdera à un nettoyage du seuil de prélèvement afin d'éliminer les branches obstruant les écoulements. Il définira une périodicité de contrôle régulier de la zone. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant fera procéder à un contrôle des dispositifs de disconnexion présents sur les installations de prélèvement (AEP et La Borne).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le rejet s'effectue dans le réseau d'eaux usées communal, pas de rejet direct au milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
Constats : Les prélèvements sont effectués directement sur les effluents en sortie de la station d'épuration interne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de prélèvement existe, directement à la sortie de la station de traitement des effluents, cette dernière étant située dans un local dédié. Ce point est accessible et pourrait permettre à un organisme de contrôle d'installer son propre matériel de prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats : Les résultats d'autosurveillance saisis dans Gidaf pour la période Avril 2022-Mars 2023 montrent que le volume maximal journalier rejeté s'élève à 34 m³/j. Ce volume est inférieur à la valeur limite d'émission (VLE) de 80 m³/j fixée par l'article 5.5.1.1 de l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site.</p> <p>Le prélèvement des échantillons est asservi au temps mais les conditions de rejet et de prélèvement ne semblent pas incompatibles avec un prélèvement proportionnel au débit du rejet.</p> <p>La visite des installations a permis de constater des dysfonctionnements au niveau des installations de suivi des rejets. Le débitmètre mesurant le rejet final mentionnait une valeur incohérente avec le débit effectivement rejeté.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir conscience des dysfonctionnements des installations et avoir programmé le remplacement des équipements (préleveur automatique, équipements de mesure).</p> <p>Non-conformité : Les installations de mesures au niveau du rejet final (débitmètre pour le cas de la prescription visée par ce point de contrôle) affichent des valeurs erronées et le prélèvement des échantillons n'est pas proportionnel au débit du rejet. Les travaux de mise en conformité nécessaires doivent être mis en œuvre sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Les prélèvements des effluents sont effectués par l'exploitant avec son propre dispositif d'échantillonnage. Les échantillons sont transmis pour analyses au laboratoire Terana basé au Puy en Velay. Les effluents sont traités avant rejet par une station d'épuration interne au site par coagulation et floculation. Après floculation, des boues sont récupérées par flottation et stockées en attente dans une benne dédiée et spécialement aménagée pour assurer leur décantation.
Observations : L'examen du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site pour ce qui concerne la surveillance des rejets est détaillé dans les points de contrôles suivants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pH sera mesuré et enregistré en continu. Le système de contrôle devra déclencher sans délai une alarme efficace signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites du pH fixées à l'annexe 1 et entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau de la station de prétraitement.</p>
<p>Constats : La visite des installations a permis de constater que l'enregistreur pH est hors service. La mesure du pH existe (6,88 le jour de la visite). L'exploitant a précisé que le pH des effluents est globalement stable et ne nécessite pas une régulation (pas d'injection d'acide ni de soude).</p> <p>Concernant l'alarme pH, l'exploitant a indiqué le système doit exister car l'armoire comporte un témoin "défaut de pH". Il n'a pas été procédé à un test de bon fonctionnement au cours de la visite.</p> <p>Concernant l'arrêt des rejets en cas de pH non conforme, il a indiqué cette fonction n'existe pas.</p> <p>L'exploitant a précisé que les travaux de mise en conformité pourront être réalisés lors de la mise en place programmée du nouveau préleveur.</p> <p>Non-conformité : Les dispositions de l'article 5.5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2003 ne sont pas respectées (absence d'enregistrement du pH, pas d'arrêt des rejets en cas d'effluent non conforme en pH). Les actions nécessaires pour la mise en conformité des installations devront être réalisées sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque mois un échantillonnage représentatif du rejet journalier sera effectué sur l'effluent homogénéisé. Les paramètres suivants seront analysés par l'exploitant : pH, température, MES, DCO, DBO5. Les valeurs devront être conformes à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Chaque mois, les paramètres visés par la prescriptions sont analysés par le laboratoire Terana après prélèvement par l'exploitant. L'analyse des résultats saisis sur Gidaf pour la période Avril 2022 - Mars 2023 montre l'absence de dépassement des valeurs limites d'émissions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fera procéder, au moins une fois par trimestre en période de fonctionnement des ateliers, à une analyse d'échantillons représentatifs des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté, par un organisme dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet. En plus des paramètres soumis à auto surveillance, l'analyse portera également sur les éléments prévus à l'annexe I. La fréquence d'analyse sur les éléments métalliques pourra être annuelle dès lors que trois résultats consécutifs auront démontré leur absence.
Constats : Chaque mois, les effluents prélevés par l'exploitant sont transmis au laboratoire Terana et des analyses portant sur les paramètres T°C, pH, DBO, DCO; MES NTK et P sont réalisés. Pour les autres paramètres visés par l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 21 février 2003 (métaux, hydrocarbures, indice phénols), l'exploitant ne fait pas réaliser les analyses prévues. Les résultats d'un contrôle inopiné des rejets mandaté par l'inspection et réalisé en septembre 2021 a montré la présence de métaux dans les effluents rejetés, notamment Al, Cu, Fe, Zn. Ainsi, le dernier paragraphe de l'article 5.5.1.3 permettant un allègement de la fréquence des analyses des métaux ne peut pas être appliqué. La concentration mesurée en Cu était de 0,213 mg/l, supérieure à la valeur limite d'émission de 0,15 mg/l fixée par l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

La prescription objet du présent point de contrôle impose que les analyses soient effectuées par un organisme agréé. L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation (article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998). Les échantillons transmis à Terana n'ont pas été prélevés dans ces conditions, les prélèvements étant réalisés par l'exploitant.

Non-conformités : L'exploitant ne réalise pas une analyse trimestrielle des effluents rejetés (contrôle externe de recalage) telle que prévue par l'article 5.5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2003 (absence d'analyses sur les métaux, hydrocarbures, indice phénols). Les prélèvements pour ces analyses trimestrielles ne sont pas réalisés par un organisme agréé ou sous accréditation. Le contrôle inopiné des rejets réalisé en septembre 2021 a montré un dépassement de la valeur limite d'émission fixée pour le paramètre Cu par l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit mettre en œuvre un programme de surveillance permettant de respecter les dispositions de l'article 5.5.1.3 susvisé. Si les résultats d'analyses montrent des dépassements des valeurs limites d'émissions, il précisera les actions correctives à mettre en œuvre sous un délai de 6 mois.

Observations : Depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 21 février 2003, les dispositions réglementaires applicables à la surveillance des rejets ont été modifiées, notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (arrêté "RSDE") qui a modifié certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (liste des substances à analyser, valeurs limites d'émissions). La nature des rejets de l'entreprise a pu également évoluer du fait du changement de produits mis en œuvre.

Aussi, sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection son positionnement en regard des dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, il précisera la nature des paramètres nécessitant d'être retenus pour la surveillance des rejets du site. Cet argumentaire pourra s'appuyer sur la base de résultats d'analyses, des fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre, etc. La compatibilité des rejets avec l'acceptabilité du milieu récepteur devra être examinée. Un exemple de tableau de positionnement sera transmis par l'inspection à l'exploitant par voie électronique.

Dans le cadre de la mise en conformité du programme de surveillance, l'exploitant veillera à ce que le prestataire auquel il fera appel pour les contrôles de recalage trimestriels dispose des agréments/accréditations nécessaires pour l'ensemble des paramètres à surveiller.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La synthèse des résultats saisis dans Gidaf pour la période Avril 2022 - Mars 2023 ne fait pas apparaître de dépassement des VLE pour les paramètres analysés. Aucun commentaire n'est requis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats des analyses réalisées sont régulièrement saisis et transmis à l'inspection via Gidaf.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Le laboratoire Terana qui effectue les analyses dispose des agréments nécessaires pour effectuer des analyses des paramètres DCO, MES, DBO, Chlorures, Azote Kjeldahl, Phosphore total (paramètres actuellement pris en compte par l'exploitant dans la surveillance de ses rejets, informations sur les agréments obtenues par consultation du site internet "Labeau").
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>« L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p>
<p>Constats : L'arrêté préfectoral du 21 février 2003 réglementant les activités du site impose une fréquence trimestrielle pour les contrôles externes de recalage (article 5.5.1.3). L'exploitant sous-traite l'ensemble de ces analyses au laboratoire Terana. Mais dans le cadre des analyses devant faire office de contrôle externe de recalage selon une fréquence trimestrielle, le prélèvement des échantillon n'est pas effectué par un laboratoire agréé.</p>
<p>Non-conformité : Les prélèvements des contrôles externes de recalage ne sont pas effectués par un organisme agréé (délai de mise en conformité : 1 mois, cf point de contrôle portant sur l'article 5.5.1.3).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Stockage boues de STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages temporaires, avant élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégées des eaux météoriques.
Constats : Les boues en provenance de la station d'épuration interne sont stockées dans une benne spécialement conçue pour leur décantation. Les égouttures sont collectées via des caniveaux et réorientées en entrée de la station. Cette benne n'est pas protégée des eaux météoriques.
Observations : L'exploitant doit examiner les solutions possibles pour protéger des eaux météoriques la benne de stockage/décantation des boues de STEP . Il transmettra à l'inspection, sous un délai de 6 mois, les pistes d'amélioration envisagées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.II
Thème(s) : Risques accidentels, Fosses de décantation, étanchéité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.
Constats : Les effluents aqueux industriels transitent, avant de rejoindre la station d'épuration, par une fosse enterrée permettant une première décantation. Cette fosse est nettoyée une fois par an mais l'exploitant ne réalise pas formellement de contrôles visant à s'assurer de son étanchéité.
Observations : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant formalisera la nature des contrôles à réaliser pour s'assurer de l'étanchéité de cette fosse et en fixera la périodicité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : La visite des installations a permis globalement de constater l'entretien des installations des zones contrôlées. Il a toutefois été constaté que les abords du transformateur électrique sont encombrés (différents pièces métalliques et autres objets rendent l'accès difficile aux issues du transformateur).
Observations : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit nettoyer la zone au voisinage du transformateur électrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet